

Cameron, Johnson, Gove, May : les coulisses du Parti conservateur



- Crédits photo : STEFAN ROUSSEAU/AFP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Alexis Feertchak (#figp-author)

Publié le 01/07/2016 à 15h34

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Après la démission de Cameron et le renoncement de Johnson, Michael Gove et Theresa May sont les favoris pour Downing Street. Pour Laetitia Strauch-Bonart, le Parti conservateur fait preuve d'une grande résilience, contrairement au Labour.

*Laetitia Strauch-Bonart a été chercheur dans un think tank français. Elle vit à Londres où elle prépare un PhD en Histoire sur les penseurs conservateurs et les questions morales après 1945. Elle a publié l'essai **Vous avez dit conservateur?***

***(<http://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17625/vous-avez-dit-conservateur>)** aux éditions du Cerf.*

FigaroVox. - Comment le Parti conservateur ressort-il de l'épreuve du Brexit?

Laetitia Strauch-Bonart. - Il est faux de dire que le parti est très divisé. La démission de David Cameron vendredi dernier était un coup dur et peu de personnes s'y attendaient, mais le parti réagit très sagement. Tout processus de désignation d'un dirigeant, dans un parti, fait apparaître des divisions, et la campagne

La démission de David Cameron vendredi dernier était un coup dur et peu de personnes s'y attendaient, mais le parti réagit très sagement.

d'aujourd'hui ne se distingue pas vraiment des précédentes, qui ont eu leur lot de revirements et de trahisons.

Il faut ensuite distinguer entre les divisions entre les personnes et celles entre les idées. Les premières peuvent être nuisibles si elles sont trop accentuées ; les secondes sont nécessaires à la vie d'un parti. Les derniers mois ont provoqué des tensions, mais quand on regarde les programmes des candidats, c'est un autre tableau qui ressort.

D'abord, les candidats à la direction du parti sont de très bonne qualité. Ce qui est assez frappant aussi, c'est le pragmatisme qui règne. Certains parlementaires partisans du Brexit sont prêts à faire quelques concessions et évoquent de plus en plus la nécessité de conserver un accès au marché commun avec en contrepartie une acceptation plus ou moins importante de l'immigration. Bien sûr, on peut y voir de l'opportunisme, mais c'est aussi du pragmatisme. A l'inverse, des pro-Remain sont prêts à accepter une limitation accrue de la libre circulation des personnes. Ce parti est véritablement rodé au processus démocratique. Alors même qu'il

Ce qui est assez frappant aussi, c'est le pragmatisme qui règne.

s'agissait d'un référendum - ce qui est une pratique rare au Royaume-Uni où le pouvoir du Parlement est très fort - les députés prennent acte du vote populaire. Très rares sont ceux qui, au sein du Parti conservateur, remettent en question le référendum ou prétendent rester dans l'Union européenne malgré tout.

Par ailleurs, si l'opposition entre «Brexiteurs» et «Remaineurs» ne s'éteindra pas, elle ne sera pas mortelle car elle sera dépassée par bien d'autres thèmes, où les Conservateurs se montrent très unis, comme l'économie.

Boris Johnson, leader du Brexit, apparaissait comme le candidat naturel à la succession de David Cameron. Comment analysez-vous son renoncement?

C'était le leader médiatique du Brexit, mais n'oublions pas que derrière Boris Johnson, il y avait un cerveau... qui était Michael Gove, le ministre de la Justice. Gove a énormément d'influence au plan idéologique dans le parti

C'était le leader médiatique du Brexit, mais n'oublions pas que derrière Boris Johnson, il y avait un cerveau... qui était Michael Gove, le ministre de la Justice.

depuis une dizaine d'année. Il est en particulier connu depuis 2010 pour avoir mené une grande réforme de l'éducation - la réforme des free schools. Il l'a menée de façon très constante, avec sérieux et sur des fondements idéologiques très clairs, jusqu'à son départ pour la Justice. Il voulait faire des écoles publiques (et non des public schools qui sont des écoles privées!) des lieux d'excellence, et son successeur, Nicky Morgan, ne fait que poursuivre son programme. En revanche, Michael Gove a un désavantage: il est beaucoup moins flamboyant que Boris Johnson, et avait même écarté le fait qu'il candidaterait à la direction du Parti. Il n'apparaissait donc pas comme un «candidat naturel».

Ensuite, deux hypothèses sont possibles quant au choix de Gove. La première est que Michael Gove aurait douté de plus en plus de Boris Johnson et de son engagement pour le Brexit. Depuis les résultats du vendredi 24, beaucoup disent que «Boris» a déçu les Brexiteurs. Ses déclarations n'étaient pas forcément cohérentes avec ses propos de campagne. Il est soudainement devenu pro-immigration et pro-marché commun - avec l'ambiguïté, dans sa formulation, entre «accès au marché» et «appartenance au marché». Rappelons qu'il y a un historique: alors que Gove est très stable dans ses convictions et que sa défense du Brexit n'a étonné personne, Boris Johnson, au vu de ses prises de positions passées, aurait tout à fait pu défendre le Remain. Après le référendum, Gove aurait aussi regretté que Boris ne semble pas se mettre immédiatement au travail. Ce côté fuyant a très bien pu effrayer Michael Gove, inquiet que le camp du Brexit ne soit pas bien représenté.

Il y a bien sûr une explication beaucoup plus machiavélique. Peut-être Gove n'a-t-il jamais adhéré complètement à la candidature de Boris. Avant le référendum, Gove était très proche de Cameron et du Chancelier, George Osborne. A-t-il feint l'humilité en répétant pendant des semaines qu'il n'était pas fait pour être Premier ministre, avant de finalement jeter un pavé dans la mare? On ne le saura peut-être jamais.

Je penche plutôt pour la première hypothèse. Je pense que Gove aurait soutenu Boris Johnson s'il l'avait senti solide.

Après avoir évalué ses chances, Boris a abandonné. Ou alors, il a peut-être eu peur de sa propre victoire au référendum, et ne s'est pas senti capable de conduire le Brexit à son terme.

Mais cela n'explique pas pourquoi Boris Johnson s'est retiré! Il aurait pu maintenir sa candidature. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a reçu des signes négatifs du Parti conservateur. Plusieurs parlementaires ont immédiatement accordé leur soutien à Michael Gove, dès qu'il a annoncé sa candidature. Après avoir évalué ses chances, Boris a abandonné. Ou alors, il a peut-être eu peur de sa propre victoire au référendum, et ne s'est pas senti capable de conduire le Brexit à son terme.

Le garde des Sceaux, Michael Gove, partisan du «Brexit» a annoncé sa candidature, de même que le ministre de l'Intérieur, Theresa May, qui s'était tenue à l'écart du référendum malgré son euroscepticisme bien connu. S'ils font maintenant figure de favoris, qu'est-ce qui les distingue dans leur ligne politique et l'un a-t-il déjà l'avantage sur l'autre?

Il est difficile de les distinguer car ils sont très proches idéologiquement. Depuis dix ans, Cameron a réuni autour de lui une très bonne équipe. Dans le gouvernement de coalition, chacun avait son portefeuille: Gove l'Education et Theresa May l'Intérieur. Il n'y avait pas de divergences importantes entre eux et il y en aurait eu davantage entre Theresa May et Boris Johnson. En politique intérieure, Theresa May et Michael Gove ont cette même vision d'un Parti conservateur qui doit être le parti de la méritocratie par l'éducation et l'opportunité économique, mais aussi le parti de l'Etat de droit. Les deux candidats ne seront donc pas départagés par leurs principales lignes idéologiques.

Le critère le plus important sera politique. Certes, leur principal désaccord, récent, concerne le Brexit. Mais

Ce qui va compter entre Michael Gove et Theresa May, c'est la stratégie des candidats concernant la future négociation de sortie.

certains parlementaires «Brexiteurs» ont décidé de soutenir Theresa May. Peut-être est-ce parce que May a défendu le Remain du bout des lèvres... C'est surtout parce que les Conservateurs savent que May respectera le résultat du référendum: elle négociera le Brexit malgré tout. Ce qui va compter, c'est la stratégie des candidats concernant la future négociation de sortie. Faut-il choisir quelqu'un d'ouvertement pro-Brexit comme Michael Gove, qui va se battre jusqu'au bout - on le sait, c'est son projet -, et qui pour l'instant reste hostile à l'appartenance au marché commun? Ou faut-il choisir quelqu'un de plus modéré comme Theresa May, qui est au fond eurosceptique mais qui n'a pas choisi le camp du Brexit, et qui penche pour l'appartenance au marché commun?

C'est la question clé. Elle déterminera largement le degré de confiance que les parlementaires accorderont aux candidats.

Je pense que ce sera très serré. Gove est très apprécié dans le Parti conservateur, notamment sur le terrain, mais pour l'instant les parlementaires soutiennent en majorité May. Les jeux sont ouverts!

Quel rapport peut-on imaginer à l'avenir entre l'UKIP et les Tories?

Leur relation restera aussi mauvaise qu'aujourd'hui. UKIP doit une large part de son succès au fait d'être

Leur relation restera aussi mauvaise qu'aujourd'hui. Certains Tories ne cachent pas leur mépris pour UKIP : pour eux, Nigel Farage préfère la caricature aux faits.

parvenu à capter une partie de l'électorat conservateur. Ensuite, certains Tories ne cachent pas leur mépris pour UKIP: pour eux, Nigel Farage préfère la caricature aux faits. D'ailleurs, ils n'ont pas fait campagne ensemble pendant le Brexit: les conservateurs qui défendaient le Brexit faisaient partie de la campagne Vote Leave et UKIP de la campagne Leave EU. Les conservateurs tiennent à marquer leur distance. C'est très clair depuis le début. Ces rapports ne devraient pas changer.

En revanche, la question du rapport de force entre les deux continuera de se poser. UKIP va-t-il continuer son ascension? Tout dépendra des négociations. Si les négociations sont de vraies négociations, il y aura forcément des compromis, notamment sur la libre circulation des personnes, qui sera peut-être réduite et s'opérera selon des modalités différentes, mais ne sera pas abolie. Jamais le Royaume-Uni ne mettra fin à

l'immigration. Michael Gove n'a jamais prétendu une telle chose - ce que les Brexiteurs défendent, c'est de pouvoir contrôler leurs frontières, et le rythme et le volume de l'immigration.

L'évolution la plus réaliste est que le UKIP continuera de rencontrer du succès auprès des «Brexiteurs» qui se sentiront lésés par les négociations. N'oublions pas que UKIP a vendu pendant la campagne une rupture facile avec l'Union européenne. L'un des crédos de UKIP est que le Brexit pourrait se faire sans même passer par l'article 50. Nigel Farage considère qu'il suffit de rejeter la loi de 1972 validant l'entrée du RU dans la Communauté européenne. Ils sont ainsi très loin de l'esprit de la négociation et pourraient jouer sur le registre: «on a été trompés, même par les conservateurs!».

Autre élément, de plus en plus d'électeurs de gauche pro-Brexit se sont sentis délaissés par le Parti travailliste,

De plus en plus d'électeurs de gauche pro-Brexit se sont sentis délaissés par le Parti travailliste, officiellement pro-Remain, et pourraient se tourner vers UKIP.

officiellement pro-Remain, et pourraient se tourner vers UKIP. Même s'il n'a qu'un député au Parlement, l'aventure de UKIP n'est pas terminée. Arron Banks, le millionnaire qui finance UKIP, songe même à financer un autre parti qui réunirait des anciens de UKIP, des conservateurs et des personnes de gauche. La vie politique britannique est en ébullition.

Le vote sur le Brexit ne ramènera donc pas le Royaume-Uni vers une forme plus solide de bipartisme?

C'est la vraie question, parce qu'il y a un autre risque. La gauche va très mal et pourrait se scinder en deux entre son aile modernisatrice et le Labour de Jeremy Corbyn. Corbyn est soutenu par de nombreux militants mais de moins en moins par ses parlementaires, comme les démissions en chaîne de la semaine passée l'on montré. Les parlementaires supportent de moins en moins son dogmatisme et lui reprochent d'avoir conduit une campagne pour le Remain des plus molles. On assisterait alors à la fin du bipartisme. Cependant, à droite, le Parti conservateur est extrêmement résilient et ne sort pas si abîmé du débat sur l'UE. Certains pensent que provoquer le référendum était une erreur, mais je ne le crois pas car le débat aurait encore davantage nourri l'ascension de UKIP.

Le point faible aujourd'hui se trouve donc du côté du Parti travailliste. Le pays reste encore loin de la situation de la France où le tripartisme est plus avancé - certes pas dans la représentation nationale mais dans l'expression des suffrages.

La gauche va très mal et pourrait se scinder en deux entre son aile modernisatrice et le Labour de Jeremy Corbyn. On assisterait alors à la fin du bipartisme.



Alexis Feertchak
